

Unité départementale du Loiret  
3 rue de carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE)**

67 BOULEVARD DU GENERAL LECLERC  
92110 Clichy

Références : D 392/2024  
Code AIOT : 0010008519

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE) implanté PARC D'ACTIVITES 1401 RUE DU CHAMP ROUGE 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 26/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'application du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE)
- PARC D'ACTIVITES 1401 RUE DU CHAMP ROUGE 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008519
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été autorisé en 2007 et est actuellement réglementé par un arrêté préfectoral du 18 octobre 2017. L'ensemble du bâtiment est exploité par la société AMAZON, spécialisée dans la vente par Internet de livres, CD, petit électronique et jouets.

L'exploitation de l'entrepôt, assurée précédemment par la société SARAN LOGISTIQUE, a été reprise par AMAZON le 1er juin 2016.

Les activités exercées, autorisées au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- rubrique 1510 : 865 208 m3 (E\*)
  - rubrique 1530 : 225 602 m3
  - rubrique 1532: 225 602 m3
  - rubrique 2663-2a: 225 602 m3
- rubrique 2910-A2 : 3,6 MW (D)
- rubrique 2925 : 1 151 kW (D)
- rubrique 4802-2a : 1 032 kg (D)

\* Rubrique 1510 modifiée applicable au 01/01/2021 (site désormais à enregistrement bénéficiant de l'antériorité), rubrique 1530 , 1532 et 2663 régies par la rubrique 1510

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	60 jours
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	30 jours
4	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
7	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Demande d'action corrective	30 jours
12	Plan de	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	défense incendie	11/04/2017, article Annexe II - point 23	prescription	
14	Plan de défense incendie	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 7.5.4	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet
8	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Sans objet
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Sans objet
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats consignés par l'inspection des installations classées et les suites proposées sont développées dans les fiches qui suivent

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks technique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p>

<p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du présent contrôle, l'inspection demande à consulter l'état des stocks. L'exploitant est en capacité de présenter un état des matières stockées en date du jour (02/10/2024).</p> <p><i>La suite du traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter le contenu de son état des stocks techniques</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 2 : Etat des matières stockées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>[...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Demander à présenter état des stocks synthétiques</p> <p>Le document présenté au premier thème contient une feuille spécifique à cet usage.</p> <p><i>La suite du traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport.</i></p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Etat des matières stockées**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
---

Thème(s) : Situation administrative, Fréquence de mise à jour
---

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

*Le traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, il est décliné dans une partie confidentielle de ce rapport.*

Il ressort du traitement de ce thème que **les consignes internes mises en œuvre ne prévoient pas que l'état des matières dangereuses soit mis à jour a minima de manière quotidienne**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit revoir ses procédures internes pour qu'une consigne d'extraction instantanée de l'état des stocks soit réalisée en cas d'accident/incident

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 30 jours
----------------------------------

**N° 4 : Risque foudre**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
--

Thème(s) : Risques accidentels, ARF
-------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux

installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

#### **Constats :**

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse du risque foudre réalisée par la société NEUSIS en date du 04/12/2009.

Le rapport présente le logo de certification Qualifoudre.

Il est réalisé selon la norme NF EN 62305-2. En revanche, le rapport ne mentionne la version de la norme appliquée.

**L'exploitant doit veiller à ce que le rapport remis mentionne la version de la norme appliquée afin de justifier de la conformité de l'étude.**

Le rapport mentionne, comme périmètre d'étude, le bâtiment existant et son extension. Selon les éléments graphiques joints, cela correspond aux cellules 1 à 8 pour l'existant et aux cellules 9 à 13 pour l'extension.

L'inspection constate que depuis 2009, a minima les modifications suivantes auraient pu/dû donner lieu à une révision de l'ARF : Implantation de groupes froids en toiture ; installation d'un convoyeur entre ORY1 et ORY8.

Par ailleurs, l'inspection constate dans le rapport que le champ des installations visées concerne les rubriques 1510, 1530, 2662, 2663 et 2925 de la nomenclature des ICPE.

Hors la situation administrative de l'établissement vise également des installations de combustion relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910.

Lors du contrôle, l'exploitant confirme l'existence de deux installations chaufferies dans l'établissement.

Compte tenu des caractéristiques de ces équipements (cheminée), ils auraient dû être inclus dans l'ARF.

L'inspection relève néanmoins que dans l'étude technique foudre transmise, il est fait mention d'une analyse du risque foudre en date du 23/02/2018.

**L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une analyse du risque foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF. Ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.**

Sur le terrain, l'inspection constate l'absence de nouveaux pylônes électriques ou d'antennes relais dans l'environnement direct du site. Par ailleurs, l'inspection constate l'absence de panneaux photovoltaïque sur le site Amazon.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une analyse du risque foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 5 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ETF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'étude technique foudre rédigé par la société APAVE. Ce rapport est daté d'août 2021. Le rapport mentionne la certification F2C de la société mandatée.</p> <p>L'inspection relève dans les limites d'intervention que le champ de l'ETF ne porte que sur l'extension et concerne uniquement les cellules 9 à 13.</p> <p>Par ailleurs, dans la liste des équipements importants pour la sécurité pris en compte dans l'ETF, l'inspection s'étonne de ne pas trouver les détecteurs de gaz associés aux installations de charge des batteries des engins de levage (1 atelier dans l'établissement) et les installations de combustion (2 chaufferies dans l'établissement).</p> <p><b>L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une étude technique foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre. Ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.</b></p> <p>Par ailleurs, dans les pièces transmises, l'inspection constate que n'est pas annexée à l'ETF une notice de vérification et de maintenance.</p>



<p>Lors du contrôle, l'exploitant déclare à l'inspection qu'il est possible que cette pièce ait été produite à part du rapport, par l'APAVE.</p> <p><b>L'exploitant doit transmettre à l'inspection la notice de vérification et maintenance rédigée par l'APAVE, et le cas échéant mise à jour à la suite de la mise en place des équipements. Ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une étude technique foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection la notice de vérification et maintenance rédigée par l'organisme compétent, et le cas échéant mise à jour à la suite de la mise en place des équipements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 6 : Risque foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ETF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain, l'inspection contrôle la conformité des équipements de protection contre la foudre positionnés en toiture des cellules 9 à 13 avec les conclusions de l'étude technique foudre d'août 2021.</p> <p>Il est constaté la présence de 7 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) sur la toiture des cellules n°9 à 13, comme retenu dans l'ETF.</p> <p>Il est constaté que la hauteur de ces PDA respecte les 7 mètres.</p> <p>En revanche il est constaté la présence de 2 modèles distincts de têtes PDA. 3 têtes sont conformes à celles préconisées par l'ETF mais les 4 autres ne sont pas conformes.</p>

De même seule la position du PDA 10 est conforme à l'ETF. La position des 6 autres PDA est non conforme à l'ETF (PDA n°1 à 3 et n°11 à 13). Dans cette configuration, il est constaté que plusieurs zones de l'entrepôt ne sont pas couvertes par une protection contre la foudre.

Concernant les conducteurs méplats et les lignes de descente à la terre, il est constaté que les méplats en cuivre respectent les dimensions préconisées de 27 mm de largeur par 2 mm d'épaisseur. En revanche, il est constaté que de nombreux supports des méplats sont cassés et que les lignes sont fortement déformées. De fait, ces lignes sont en contact direct avec les couvertines de la toiture en de très nombreux points du bâtiment et de fait n'assurent plus leur fonction de conduire l'électricité vers le sol en cas d'impact foudre.

Enfin, par sondage, l'inspection contrôle depuis le sol les lignes de descente à la terre sur les points de terre n°1b et 12. Il est constaté que ces 2 lignes sont équipées chacune d'un compteur foudre. Le compteur de la ligne 12 affiche un impact foudre.

En revanche, il est constaté que les lignes de descente à la terre contrôlées n°1b et 12 n'ont pas été doublées respectivement par les points de terre n°1a et 2b, comme l'exige l'ETF.

**Les installations de protection contre la foudre sont donc non conformes à l'étude technique foudre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les équipements de protection contre la foudre doivent mis en conformité avec les conclusions de l'étude technique foudre

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 90 jours

#### **N° 7 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle de l'installation

**Prescription contrôlée :**

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée

dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 30/09/2024 les vérifications approfondies foudre réalisées en avril 2023 sur l'ensemble des cellules de l'établissement.

L'inspection s'étonne de l'intitulé du rapport de vérification des cellules 1 à 8 qui mentionne une vérification complète non réglementaire des installations de protection contre la foudre.

L'exploitant invoque une erreur de la part de la société de contrôle.

Le rapport mentionne bien que les contrôles ont été réalisés selon les normes visées par la réglementation.

Par sondage, l'inspection analyse le rapport pour la partie cellules 9 à 13 qui mentionne 4 non conformités dont les 3 suivantes :

- Conformément à l'étude technique, installer des parafoudres de type 2 sur les EIPS suivants:
- Centrale incendie local sprinkler - Armoire motopompe sprinkler (caractéristiques des parafoudres à installer définies dans l'étude technique).

Code Obs. : GP/140423/165142/0

Date de 1er signalement : 12/04/2023

- Conformément à l'étude technique, remplacer le parafoudre installé sur le départ 'Poste de garde -

Armoire TD12 - Cellule 12' par un modèle de type 1 (caractéristique définie dans l'étude technique).

Code Obs. : GP/140423/164530/0

Date de 1er signalement :

- Reprendre le câblage du parafoudre de type 2 installé sur l'armoire moto-pompe PI du local sprinkler de façon à réduire à 50cm maxi la longueur des conducteurs pour le raccordement du parafoudre.

Code Obs. : GP/140423/165811/0

Date de 1er signalement : 12/04/2023

L'exploitant déclare que ces non-conformités ont toutes fait l'objet d'intervention et sont aujourd'hui levées.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter lors de la présente inspection le dossier des ouvrages exécutés permettant de justifier des interventions.

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents permettant de justifier que les écarts relevés par l'organisme de contrôle ont été levés. En l'absence de transmission, ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.**

L'exploitant a transmis par courriel du 30/09/2024 les vérifications approfondies foudre réalisées en avril 2023 sur l'ensemble des cellules de l'établissement.

L'inspection s'étonne de l'intitulé du rapport de vérification des cellules 1 à 8 qui mentionne une vérification complète non réglementaire des installations de protection contre la foudre.  
L'exploitant invoque une erreur rédactionnelle de la part de la société de contrôle.

Le rapport mentionne bien que les contrôles ont été réalisés selon les normes visées par la réglementation.

Par sondage, l'inspection analyse le rapport pour la partie cellules 9 à 13 qui mentionne 4 non conformités dont les 3 suivantes :

"Conformément à l'étude technique, installer des parafoudres de type 2 sur les EIPS suivants:

- Centrale incendie local sprinkler - Armoire motopompe sprinkler (caractéristiques des parafoudres à installer définies dans l'étude technique).

Code Obs. : GP/140423/165142/0

Date de 1er signalement : 12/04/2023

- Conformément à l'étude technique, remplacer le parafoudre installé sur le départ 'Poste de garde -

Armoire TD12 - Cellule 12' par un modèle de type 1 (caractéristique définie dans l'étude technique).

Code Obs. : GP/140423/164530/0

Date de 1er signalement :

- Reprendre le câblage du parafoudre de type 2 installé sur l'armoire moto-pompe PI du local sprinkler de façon à réduire à 50cm maxi la longueur des conducteurs pour le raccordement du parafoudre.

Code Obs. : GP/140423/165811/0

Date de 1er signalement : 12/04/2023"

L'exploitant déclare que ces non-conformités ont toutes fait l'objet d'interventions et sont aujourd'hui levées.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter lors de la présente inspection le dossier des ouvrages exécutés permettant de justifier de la résorption des anomalies.

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents permettant de justifier que les écarts relevés par l'organisme de contrôle ont été levés. En l'absence de transmission, ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents permettant de justifier que les écarts relevés par l'organisme de contrôle sur les installations de protection contre la foudre ont été levés

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 8 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à disposition des documents

<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection demande à se faire présenter le carnet de bord des équipements de protection contre la foudre. L'exploitant présente le carnet de bord tenu par RENARD ets daté de mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis son plan de défense incendie (PDI) mis à jour en dernier lieu le 25/09/2023. L'inspection constate que le PDI prend en compte les risques liés à l'ensemble des cellules et plus particulièrement développe les risques spécifiques aux cellules équipées de mezzanines (cellules 1 à 4 et 9 à 12).  Le PDI prend en compte également les risques spécifiques à certaines activités / types de stockages (chaufferie, cellules avec gaz pour les cellules 3, 4 et 9).  L'inspection s'étonne que les risques spécifiques à la cellule 13 ne soient pas déclinés dans le document alors qu'il est fait mention uniquement pour cette cellule, d'un dispositif mousse injecté aux eaux d'extinction incendie. L'exploitant déclare que le dispositif mousse a été mis en place dans le cadre du projet HAZMAT. Ce projet est aujourd'hui abandonné et le dispositif mousse mis à l'arrêt.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22.

#### **Constats :**

L'inspection constate que le plan de défense incendie ne comprend pas les volets suivants ou que ces derniers sont insuffisamment développés :

- Sur le volet relatif à la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement. Le PDI mentionne uniquement l'information que le personnel RME est formé à l'utilisation des équipements (qualification). Cette partie doit être étayée pour répondre à l'exigence de justification attendue (type de formation en rapport avec les équipements et missions attendues).
- Le plan d'implantation des cellules de stockage et des murs coupe-feu est manquant.
- Le plan des dangers avec le report des pictogrammes des zones à risques.
- La démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique incendie en cas de nappe enflammée.

Par ailleurs, l'inspection constate que les informations contenues dans le PDI ne sont pas à jour sur les points suivants ou non exploitables :

- L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées. Il est fait mention d'agents de sécurité formés au SSIAP dans le PDI alors que l'exploitant déclare ne plus avoir cette compétence sur le site. Les techniciens de l'équipe RME sont formés à l'utilisation des RIA et des extincteurs.
- Le plan des réseaux est présent mais le format du document ne permet pas de lire les informations qui y figurent et justifier de leur conformité avec les obligations minimales exigées par la réglementation (l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de

protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)).

- Le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule est présent mais son format ne permet pas de lire les informations qui y figurent.

*La suite du traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport*

**Compte tenu de l'ensemble des points précités, l'inspection conclut que le plan de défense incendie est incomplet et partiellement inadapté.**

Enfin, l'inspection questionne l'exploitant sur le schéma d'alarme et d'alerte détaillé dans le PDI. Pour certains modes de détection d'un incendie (déclenchement de la détection automatique dans les picktowers ou déclenchement manuel), le PDI prévoit une temporisation de 3 minutes avant l'activation de l'alarme évacuation, afin de permettre l'exécution d'une levée de doute par un agent de sécurité.

L'inspection rappelle que la détection précoce d'un incendie exigée réglementairement dans les mezzanines est destinée à alerter rapidement le personnel afin de lui permettre de se mettre à l'abri compte tenu des conditions dégradées d'évacuation (utilisation d'escaliers, perte de visibilité en hauteur en raison des fumées d'incendie, faible tenue au feu de la structure, etc.). A ce titre, l'inspection rappelle à l'exploitant que selon les études de tenue au feu des mezzanines, celles-ci ruinent globalement en 9 minutes 30 secondes dans les conditions les plus défavorables. Par ailleurs, dans la situation la plus défavorable, les conditions de visibilité ne sont plus remplies pour une évacuation du personnel au bout de 4 minutes, les températures ne sont plus tenables au bout de 6 minutes et les seuils de toxicité sont atteints au bout de 7 minutes après le début de l'incendie.

De fait, la temporisation de 3 minutes avant le déclenchement de l'alarme incendie, mentionnée dans le PDI, constitue un facteur défavorable pour la mise en sécurité du personnel.

L'exploitant déclare que le dispositif est en cours de révision. Cette révision s'appuie sur une étude Effectis.

La temporisation est portée à 5 minutes mais le déclenchement de deux modes de détection conduit à faire sauter la temporisation et déclencher automatiquement l'alarme évacuation. Les modes de détection pris en charge concernent à la fois le déclenchement manuel et les détecteurs (présence sur site, selon les zones, de détection laser, aspirant, thermique, optique et optique/thermique). Pour les cellules avec mezzanines, le réseau de détection par aspiration de chaque niveau est divisé en deux zones. Au total pour une cellule avec 3 niveaux de mezzanines, ce sont donc 8 réseaux actifs qui permettent une détection précoce d'un départ d'incendie. Le déclenchement de 2 de ces réseaux permet de désactiver la temporisation d'alarme évacuation.

**L'inspection rappelle que cette modification doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Par ailleurs, elle appelle l'attention de l'exploitant sur les mesures à définir en cas d'indisponibilité des moyens de tout ou partie des moyens de détection qui doivent être abordées dans le porter-à-connaissance.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement concernant la modification du dispositif de d'alarme du personnel en cas de détection d'un incendie
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 11 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.
<b>Constats :</b>  Le PDI prévoit les conditions de mise à disposition des fiches de données de sécurité en situation de déversement accidentel de produits chimiques. En revanche, une telle disposition n'est pas prévue en cas d'incendie. De fait le PDI est incomplet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit revoir son PDI pour définir les conditions de mise à disposition des services de l'Etat et du SDIS les fiches de données de sécurité en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 12 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvement dans l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul>



L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b>Le PDI ne comporte pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site en cas d'accident.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le PDI doit être complété avec les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 13 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de résorption
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</li> <li>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Etablissement non soumis à POI
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/10/2017, article 7.5.4
---

<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du présent contrôle, il a été effectué un exercice de mise en œuvre du PDI. L'exercice s'est concentré sur les phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure remonter de l'alarme</li> <li>- l'évacuation du personnel</li> <li>- la procédure de diffusion de l'alerte à destination des services externes (SDIS, préfecture, Dreal, etc.)</li> </ul> <p>Le scénario retenu était le suivant : un opérateur détecte un départ d'incendie dans la travée E374 du niveau 4 de la cellule numéro 4. Il se rend au déclencheur manuel (DM) A105 Z2044 situé au niveau de l'escalier le plus proche, l'active et part se mettre à l'abri.</p> <p>Selon le PDI, cette situation doit donner lieu au déploiement des actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Levée de doute par l'équipe RME/Protectim</li> <li>2. Déclenchement de l'alarme évacuation par Protectim</li> <li>3. Prise de la direction des opérations par le DOI (joué en fictif)</li> <li>4. Mise en œuvre d'une procédure par l'équipe loss prevention (LP) incluant l'évacuation du personnel et l'appel aux services externes</li> </ol> <p>Compte tenu des contraintes d'exploitation, il a été retenu de ne pas déclencher l'alarme générale d'évacuation et de ne procéder à la mise en sécurité que d'un seul opérateur depuis le niveau de départ du sinistre.</p> <p>Bilan de la séquence 1 relative à la levée de doute par l'équipe Protectim</p> <p>Pour mémoire, selon le PDI, les opérations à conduire après l'activation d'un DM sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. chef de poste ou agent d'accueil lit alarme sur l'écran du système de sécurité incendie (SDI)</li> <li>b. chef de poste ou agent d'accueil détermine la positionne du DM activé grâce au « book de localisation » présent à l'accueil</li> <li>c. Chef de poste ou agent d'accueil contacte les agents de terrain avec une radio branchée sur le canal 9 pour envoyer l'agent le plus proche du DM pour trouver la personne qui a déclenché le DM.</li> </ol> <p>Si personne n'est présent, l'agent doit inspecter la zone rapidement (si erreur, réarme le DM et confirme au chef de poste ou à l'agent d'accueil qui peut réarmer le SDI et ainsi stopper le décompte préalable à l'évacuation)</p> <p>La séquence observée par l'inspection est la suivante :</p> <p># T0 déclenchement du DM A105 Z2044</p> <p>Report sur le SDI d'une alarme. L'identification du DM déclenché s'affiche directement sur le SDI sans nécessiter l'utilisation du « book de localisation » - Le PDI doit être mis en cohérence pour tenir compte de la lecture directe de l'information sur le SDI</p> <p>Le chef de poste se place sur le canal 8 de la radio et demande aux agents de terrain de réaliser la levée de doute - Le canal utilisé n'est pas conforme avec celui mentionné dans le PDI. Les agents</p>

interviewés déclarent que le canal 8 est la fréquence dédiée aux situations d'urgence. Le PDI doit donc être mis en cohérence

# T0 + 3min 33sec un agent de sécurité arrive au niveau du déclencheur percuté et annonce qu'il s'agit d'un déclenchement intempestif sans avoir procédé à une ronde dans les allées pour lever le doute - **La formation des agents de terrain n'est pas suffisante et doit être revue.**

Bilan de la séquence 2 relative à l'évacuation du personnel

L'agent s'est dirigé vers une sortie de secours du niveau 4 donnant sur l'extérieur, côté sud du bâtiment. Il a atteint la porte en 1min14 sans courir. L'agent est arrivé au pied de l'escalier de secours 1min35 après le début de l'exercice.

L'inspection juge l'exercice concluant.

Bilan de la séquence 3 relative à la procédure de diffusion de l'alerte à destination des services externes

Selon le PDI, cette action est conduite par le Responsable LP sur demande du Directeur d'établissement.

Il est constaté que le Responsable LP ne connaît pas la liste des services externes à contacter, ni l'existence de la procédure contenue dans le PDI qui établit cette liste.

L'inspection relève pas ailleurs que la chaîne des appels pourrait être utilement révisée pour contacter en priorité le SDIS, avant la préfecture du Loiret puis l'unité départementale de la Dreal Centre Val de Loire

Il est ensuite constaté que le Responsable LP ne connaît pas le message d'alerte pré-formaté dans le PDI. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur l'importance de délivrer le même message à l'ensemble des interlocuteurs afin de prévenir toute incompréhension, notamment au moment de la constitution du poste de commande opérationnel départemental.

**La formation des agents en charge du déploiement du PDI n'est pas suffisante et doit être revue**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit remettre en cohérence le contenu de son PDI.

**Le personnel est insuffisamment formé sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident. L'exploitant doit révoir la formation de son personnel à la mise en oeuvre des actions en cas de crise**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours